

**MESSAGE N° 195
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
les allocations de maternité (LAMat)**

17 mai 2010

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur les allocations de maternité. Le présent message est structuré selon le plan suivant:

1. Généralités
2. Le régime fédéral
3. La volonté de la Constituante
4. La situation actuelle (allocations de maternité en cas de besoin)
5. Résultat de la consultation sur l'avant-projet de loi
6. Le nouveau système des allocations de maternité
7. Les conséquences financières
8. Commentaire des articles
9. Autres incidences
10. Conclusion

1. GÉNÉRALITÉS

Le projet de loi sur les allocations de maternité concrétise l'article 33 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 relatif à la protection de la maternité dont la teneur est la suivante:

Art. 33 Maternité

¹ Chaque femme a droit à des prestations qui garantissent sa sécurité matérielle avant et après l'accouchement.

² Une assurance maternité couvre la perte de gain.

³ Les mères sans activité lucrative reçoivent des prestations équivalant au moins au montant de base du minimum vital; celles qui ont une activité lucrative à temps partiel y ont droit proportionnellement.

⁴ L'adoption et la naissance sont mises sur pied d'égalité si l'enfant adopté n'est pas celui du conjoint et si son âge ou sa situation le justifie.

Cet article est complété par la disposition transitoire suivante:

Art. 148 b) Dispositions particulières

1. Maternité (art. 33)

¹ Les prestations cantonales dues en cas de naissance et d'adoption sont versées pendant au moins 14 semaines.

² Leur versement doit commencer au plus tard le 1^{er} janvier 2008.

³ Si une assurance maternité fédérale est mise en place, le versement cessera pour celle(s) des catégories de prestations que le droit fédéral prévoit (mère avec [art. 33 al. 2] ou sans activité lucrative [art. 33 al. 3], adoption [art. 33 al. 4]).

L'introduction dans l'ordre juridique cantonal d'une disposition constitutionnelle sur la sécurité matérielle en cas

de maternité ne remet pas fondamentalement en cause le système d'allocations de maternité préexistant qui a pour but de garantir la sécurité matérielle des femmes après un accouchement. Bien au contraire, ce but devient un droit selon la nouvelle Constitution. Dans ce sens, les dispositions de la loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité (RSF 836.3; ci-après: la loi) ont servi de base pour ce projet, solution qui permettra de maintenir les acquis (cf. également pt 4 ci-après).

2. LE RÉGIME FÉDÉRAL

La modification du 3 octobre 2003 de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (Loi sur les allocations pour perte de gain, LAPG; RS 834.1) en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2005, a instauré un régime de protection de la maternité en faveur des femmes ayant une activité lucrative. Celles-ci bénéficient de prestations de l'assurance fédérale durant 14 semaines dès le jour de l'accouchement (art. 16d LAPG). Les prestations sont versées sous forme d'indemnités journalières (art. 16e al. 1 LAPG) égales à 80% du revenu moyen de l'activité lucrative obtenu avant le début du droit à l'allocation (art. 16e al. 2 LAPG). Le montant maximal de l'indemnité est fixé à 196 francs par jour (art. 16f al. 1 LAPG), ce qui représente un montant de 5880 francs pour un mois de trente jours.

3. LA VOLONTÉ DE LA CONSTITUANTE

La Constituante a expressément prévu que les femmes bénéficient de prestations en cas de maternité, indépendamment de leur situation financière.

Elle a placé l'adoption sur un pied d'égalité avec la maternité, pour autant que l'enfant adopté ne soit pas celui du conjoint et que son âge ou sa situation sociale le justifie (art. 33 al. 4 Cst).

L'article 33 Cst prévoit, hormis les situations de besoin (al. 1), quatre catégories de prestations possibles, à savoir:

- pour mère avec activité lucrative (al. 2),
- pour mère sans activité lucrative (al. 3, 1^{er} phr.),
- pour mère avec activité lucrative à temps partiel (al. 3, 2^e phr.) et
- pour mère adoptive (al. 4).

Le droit fédéral ayant mis en place une assurance maternité pour les femmes avec activité lucrative, seules les trois dernières catégories doivent encore être introduites dans le droit cantonal.

4. LA SITUATION ACTUELLE (ALLOCATIONS DE MATERNITÉ EN CAS DE BESOIN)

Le régime actuel des allocations cantonales de maternité instauré par la loi du 6 juin 1991 répond au mandat de l'article 33 al. 1 Cst. En effet, la règle que contient cette disposition, à savoir «Chaque femme a droit à des prestations qui garantissent sa sécurité matérielle avant et après l'accouchement», doit être comprise en tant que principe de base.

La loi précitée a institué l'octroi de prestations de besoin en faveur des femmes se trouvant dans une situation éco-

nomique modeste lors de la naissance d'un enfant. Elle a en quelque sorte instauré un système de prestations complémentaires en faveur de ces femmes. Le message du Conseil d'Etat du 9 avril 1991 accompagnant le projet de ladite loi mentionne que si celle-ci «ne poursuit pas directement un but de politique nataliste, elle n'en a pas moins pour objectif de créer, pour les cas de situation financière très difficile, des conditions matérielles favorisant l'acceptation de la venue d'un enfant». Dans ce même contexte, le message en question relève que des mères, et plus particulièrement des mères célibataires se voient contraintes, pour pouvoir subvenir à l'entretien de la famille, de commencer ou de recommencer à exercer une activité lucrative peu de temps après la naissance d'un enfant et, par conséquent, de renoncer à s'occuper elles-mêmes de leur enfant. Permettre à ces mères en situation difficile de pouvoir élever leur enfant pendant sa première année, en leur versant durant cette période des prestations en espèces sous la forme d'allocations de maternité, tel était l'objectif principal de cette loi.

Près de 18 ans après l'entrée en vigueur de ce régime cantonal d'allocations de maternité, il y a lieu d'admettre que l'objectif visé par la loi est toujours d'actualité. Il est néanmoins possible d'affirmer aujourd'hui que les prestations octroyées durant toutes ces années ont apporté des aides ponctuelles bienvenues et justifiées à des familles dans le besoin. Au fil des années, le recours à cette aide financière cantonale a augmenté régulièrement. En 2005, un montant total de 1,95 million de francs a été versé en faveur de 191 bénéficiaires, ce qui représente environ 7% des naissances dans le canton. En 2006, il y a eu une stagnation avec 190 bénéficiaires et un versement de 1,7 million de francs. A partir de 2007, une baisse a été enregistrée, puisqu'il n'y a eu que 155 bénéficiaires qui ont reçu au total 1,5 million de francs. Cette diminution est principalement due à la bonne conjoncture, mais aussi au fait que les limites de revenu n'ont pas été adaptées du tout. La régression s'est accentuée en 2008, avec environ 1,1 million de francs versés à 109 bénéficiaires et, en 2009, avec environ 850 000 francs versés pour également 109 bénéficiaires.

Cette prestation en cas de besoin a un caractère très ciblé, puisque son montant mensuel correspond à la différence entre la limite de revenu applicable et le revenu déterminant (avec toutefois un montant maximal fixé par le règlement d'exécution).

En résumé, on peut dire que les allocations de maternité en cas de besoin font partie du dispositif cantonal de protection de la famille et que leur importance a été clairement démontrée. Le maintien de ce régime est donc indispensable au développement de la politique familiale et la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles sur la maternité doit en tenir compte.

5. RÉSULTAT DE LA CONSULTATION SUR L'AVANT-PROJET DE LOI

Lors de la consultation sur l'avant-projet de loi, qui a eu lieu de décembre 2008 à février 2009, la majorité des participants ont exprimé leur soutien à ce projet.

Toutefois, quelques-uns l'ont fait avec des réserves. Plusieurs participants sont d'avis que l'avant-projet concrétise l'article 33 Cst de manière généreuse. Certains ont critiqué l'effet d'arrosoir résultant de l'octroi systématique d'allocations de maternité, puisque les mères de

condition très aisée en bénéficieront également. Cependant, le principe selon lequel «chaque femme a droit à des prestations» est ancré dans la Constitution (art. 33 al. 1).

Il a aussi été relevé que le principe de base stipulé à l'article 33 al. 1 Cst, selon lequel la sécurité matérielle de la mère est garantie avant et après l'accouchement, n'est pas totalement réalisé par le nouveau projet de loi. En effet, pour les éventuelles prestations avant l'accouchement, le projet renvoie à l'aide sociale.

Un participant a estimé que la loi devrait prévoir une information à l'intention des personnes concernées. Un automatisme inscrit dans la loi n'est pas nécessaire. La Caisse de compensation AVS peut être chargée de diffuser l'information adéquate à la population et aux diverses institutions.

Enfin, le refus de la répartition financière prévue dans l'avant-projet (répartition de la charge financière entre l'Etat et les communes à raison de 50% chacun) est majoritaire. Les participants estiment que la référence à la répartition financière prévalant pour la loi sur l'aide sociale est déplacée et que le canton devrait prendre en charge tous les coûts.

6. LE NOUVEAU SYSTÈME DES ALLOCATIONS DE MATERNITÉ

La Constituante a expressément prévu que les femmes sans activité lucrative bénéficient de prestations en cas de maternité, indépendamment de leur situation financière:

«Les mères sans activité lucrative reçoivent des prestations équivalant au moins au montant de base du minimum vital; celles qui ont une activité lucrative à temps partiel y ont droit proportionnellement». (art. 33 al. 3 Cst).

Le projet propose que ce soit le Conseil d'Etat qui fixe le montant de l'allocation. Celui-ci a prévu que ce soit le montant équivalent de la rente complète minimale AVS en tous cas dans la première version du règlement d'exécution. Cela correspond, pour l'année 2010, à un montant de 1140 francs par mois. On pourrait également appliquer d'autres notions de minimum vital telles que, par exemple, celle du droit des poursuites pour dettes, celle des prestations complémentaires ou celle de l'aide sociale. L'inconvénient de ces notions est qu'elles sont calculées sur la base des situations individuelles et octroyées de cas en cas sous condition de ressources. Or, la Constitution exige des prestations équivalant au moins au montant de base du minimum vital. Par conséquent, il y a lieu de proposer une solution basée sur l'octroi d'un montant forfaitaire, et la rente complète minimale répond à cette exigence.

Pour la détermination de l'activité lucrative à temps partiel, les allocations de maternité cantonales doivent être versées jusqu'à concurrence d'un minimum vital standardisé qui correspond également à la rente complète minimale AVS (1140 francs par mois). Ainsi, les femmes qui bénéficient de prestations de l'assurance maternité fédérale dont le montant n'atteint pas les 1140 francs reçoivent en conséquence la différence. Par exemple, une femme recevant 800 francs par mois à titre de perte de gain de l'assurance maternité fédérale aurait droit à 340 francs par mois de l'allocation de maternité cantonale. Avec cette manière de procéder, il n'est pas nécessaire

de définir davantage la notion de temps partiel. Définition qui pourrait d'ailleurs s'avérer très difficile à appliquer.

Les allocations d'adoption sont mises sur un pied d'égalité, dans le sens où le montant versé correspond également à la rente complète minimale AVS (cf. également chapitre 8 ad art. 11 à 16).

Il convient toutefois de préciser que le projet ne prévoit pas de prestations avant l'accouchement (cf. art. 33 al. 1 Cst). Pour ces situations, il est proposé de se référer au système habituel de l'aide sociale. En plus, en ce qui concerne les mères avec une activité lucrative, leur sécurité matérielle avant l'accouchement est garantie par l'article 336c al. 1 let. c CO. Cette disposition interdit à l'employeur de résilier un contrat de travail pendant la grossesse.

Finalement, le projet maintient le système actuel des allocations de maternité en cas de besoin, puisque celles-ci sont indispensables pour une politique familiale digne de ce nom et pour concrétiser la volonté de la Constituante (cf. également chapitre 4).

7. LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

Il est évidemment difficile de chiffrer avec précision le coût du futur régime. Les estimations qui suivent tiennent compte d'une durée de l'aide cantonale octroyée durant 14 semaines, respectivement une année pour les situations économiquement modestes. Par ailleurs, s'agissant des femmes avec activité lucrative et donnant naissance à leur premier enfant, on sait qu'environ 60% d'entre elles poursuivent leur activité professionnelle après leur congé de maternité.

Allocation pour mères n'exerçant pas d'activité lucrative

Sur 2800 femmes qui mettent au monde un enfant chaque année dans le canton, on part de l'hypothèse qu'environ un tiers n'exercent aucune activité lucrative, ce qui représente en chiffre arrondi 1000 personnes. Partant du montant de base d'une rente complète minimale AVS, qui s'élève en 2009 à 12×1140 francs = 13 680 francs pour une année (donc 37 fr. 48 par jour) et d'une durée de l'aide octroyée de 14 semaines (98 jours = 3673 francs), on parvient à un montant d'environ 3,675 millions de francs par année.

Allocation pour mères exerçant une activité lucrative à temps partiel

S'agissant des mères qui exercent une activité lucrative à temps partiel, il n'est pas possible d'en déterminer le nombre en l'état, aucune donnée statistique n'étant directement disponible. On peut toutefois procéder à une estimation sommaire basée sur les hypothèses suivantes: parmi les 1800 femmes (2800 moins 1000) qui bénéficient de l'assurance maternité fédérale, 20% (360) recevront un montant mensuel inférieur à 1140 francs. En admettant que le revenu mensuel brut moyen de ces 360 femmes soit de 1000 francs, on peut déduire qu'elles toucheront en moyenne 800 francs par mois (80% de 1000 francs) par le biais du régime fédéral. La différence de 340 francs par mois par rapport aux mères sans aucune activité lucrative qui toucheraient, elles, 1140 francs par mois, devrait donc logiquement être couverte par le biais de l'allocation de maternité cantonale, ce qui correspond

à 11 fr. 18 par jour. Pour la durée de 98 jours, ces femmes recevraient donc 1095 fr. 45. Au total, la dépense annuelle serait ainsi de l'ordre de 400 000 francs ($360 \text{ situations} \times 1095 \text{ fr. } 45 = 394\,362 \text{ francs}$).

Allocation d'adoption

Enfin, on compte environ 30 cas d'adoption par an dans le canton. Selon les rapports du Service de l'enfance et de la jeunesse, environ 20 des 30 mères adoptives ont un revenu supérieur à 1140 francs par mois. Par conséquent, on estime que l'allocation sera versée dans 10 cas d'adoption par année. Cela représente 36 730 francs, arrondis à 40 000 francs.

Allocation de maternité en cas de besoin

Les allocations de maternité en cas de besoin seront diminuées d'environ 500 000 francs, puisque sur les env. 1 million de francs qui sont déjà versés en fonction du régime cantonal actuel, la moitié environ est comptée dans les montants des allocations pour les mères sans activité lucrative, respectivement avec une activité à temps partiel. Dans l'optique d'une estimation d'un coût global, il y a donc lieu d'ajouter au maximum 500 000 francs pour cette catégorie de mères.

Quant aux charges administratives supplémentaires (salaires, équipements, etc.) à rembourser à la Caisse cantonale de compensation AVS, elles devraient s'élever à une somme de l'ordre de 300 000 francs par année.

En résumé, les nouvelles charges financières régulières s'élèvent à:

	Fr.
Mères sans activité lucrative:	3 675 000
Mères avec activité lucrative à temps partiel:	400 000
Mères adoptives:	40 000
Charges administratives:	<u>300 000</u>
Total provisoire:	4 415 000

A ce montant, il faut ajouter le montant de 500 000 francs qui est déjà versé actuellement pour les situations de besoin. Les coûts globaux pour tout le dispositif peuvent donc être estimés à 4 915 000 francs par année.

	Fr.
Total provisoire:	4 415 000
Situations en cas de besoin:	<u>500 000</u>
Coûts globaux pour tout le dispositif:	4 915 000

En outre, il y aura également des frais uniques liés à l'introduction du nouveau régime de prestations en cas de naissance et d'adoption (développement d'une application informatique, information, etc.) qui peuvent être évalués à quelque 300 000 francs.

La Constitution ne précise pas quelle entité publique doit financer les allocations de maternité. Partant de la première phrase de l'article 33 qui stipule comme but la sécurité matérielle des mères, il semble logique d'appliquer les mêmes principes que ceux de l'aide matérielle de la législation sur l'aide sociale. A l'instar de l'article 32 de la loi sur l'aide sociale (RSF 831.0.1), il est proposé de répartir la charge financière découlant de la présente loi entre l'Etat et les communes à raison de 50% chacun.

Malgré le résultat de la consultation, le Conseil d'Etat maintient ce raisonnement.

8. COMMENTAIRE DES ARTICLES

1. Disposition générale

Art. 1

L'article 33 Cst prévoit cinq catégories de situations, à savoir:

- mère en cas de besoin (l.1)
- mère avec activité lucrative (al. 2)
- mère sans activité lucrative (al. 3, 1^{re} phr.)
- mère avec activité lucrative à temps partiel (al. 3, 2^e phr.)
- mère adoptive (al. 4)

Les situations pour les mères avec une activité lucrative sont déjà traitées par la législation fédérale (cf. aussi chapitre 2 du rapport ci-dessus). Le canton n'a donc pas à prévoir de dispositions particulières. En ce qui concerne les situations «mère sans activité lucrative» et «avec activité lucrative à temps partiel», elles sont traitées par les articles 2 à 5 du projet. Les situations «mère en cas de besoin», par les articles 6 à 10 et les situations «mère adoptive», par les articles 11 à 16.

2. Allocation de maternité complémentaire

Art. 2 Principes

En cas de naissance multiple, l'article 2 al. 1 ne prévoit qu'une seule allocation, à l'instar du système fédéral.

L'alinéa 1 comprend plusieurs principes, à savoir:

- La limitation à 98 jours du versement des prestations, qui correspond aux 14 semaines prévues à l'article 148 Cst et également aux dispositions du régime fédéral en matière d'assurance de maternité.
- Le projet propose comme montant de base du minimum vital la rente complète minimale AVS. Cela correspond pour l'année 2010 à un montant de 1140 francs par mois, respectivement à un montant de 3673 francs pour une durée de 98 jours (cf. aussi chapitres 6 et 7 du présent message).

Art. 3 Ayants droit

L'allocation de maternité complémentaire est destinée aux femmes domiciliées et résidant dans le canton depuis au moins une année lors de la naissance de leur enfant. Dans ce contexte, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une assurance sociale, mais bien d'une prestation des pouvoirs publics. Elle n'est donc pas soumise aux régimes des accords bilatéraux existants. Une limitation à la population résidente est donc admissible. Il est également proposé d'exiger un établissement dans le canton d'au moins une année, pour des raisons d'équité. En effet, le dispositif du canton de Fribourg peut être qualifié de généreux par rapport à ce que connaissent les autres cantons.

A noter que la personne qui touche des prestations d'une autre assurance sociale (p. ex. AI) sera, conformément à l'article 3 al. 1 let. a, exclue de l'allocation pour autant que cette prestation soit supérieure à 1140 francs par

mois. Le règlement d'exécution précisera quelles autres assurances sociales sont visées.

Lors de la consultation, il a été proposé de préciser que la date de l'annonce au contrôle des habitants fait foi pour savoir si une femme est domiciliée dans le canton. Chose qui a été retenue.

Art. 4 Montant

Comme le laisse présumer l'expression «allocation de maternité complémentaire», l'allocation cantonale se veut subsidiaire par rapport au régime fédéral. Autrement dit, en cas de versement de montants conformément à la législation fédérale (assurance maternité), les dispositions cantonales ne s'appliquent pas, respectivement ne s'appliquent que d'une façon complémentaire. Il en est de même pour une mère qui est bénéficiaire d'une rente AI.

Le projet ne définit pas directement la notion de travail à temps partiel, mais opte pour une solution pragmatique. En effet, le montant maximal d'une allocation de maternité cantonale correspondra à 1140 francs par mois (rente complète minimale AVS, montant qui sera fixé par le Conseil d'Etat dans le règlement d'exécution). Par conséquent, la somme totale des prestations de l'assurance maternité fédérale et du complément cantonal ne peut pas dépasser 1140 francs. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de définir ce qu'il faut entendre par «temps partiel» si, en fin de compte, le montant de la rente complète minimale AVS limite tout versement supérieur.

Deux exemples:

Cas A: Madame Y travaille comme employée de commerce à Berne et habite à Fribourg. Son contrat de travail prévoit un taux d'activité de 50%. Suite à la naissance de sa fille, elle touche des prestations de l'assurance maternité fédérale de 2000 francs par mois. Madame Y, même en travaillant à temps partiel, n'a donc pas droit à une allocation de maternité cantonale, puisque la prestation fédérale dépasse le minimum vital tel qu'il est défini par le projet.

Cas B: Madame Z travaille un jour par semaine dans la boulangerie de son village. Suite à la naissance de son enfant, Madame Z reçoit 600 francs par mois de l'assurance maternité fédérale. Conformément à l'article 33 al. 3 Cst, elle a droit proportionnellement à des prestations cantonales qui permettent de garantir le montant de base du minimum vital, soit concrètement à 540 francs par mois (1140 – 600 francs).

En théorie, on pourrait aussi imaginer qu'une femme qui travaille à 100% ait des prestations de l'assurance maternité fédérale inférieures à 1140 francs par mois. Si de telles situations devaient effectivement se produire, il y aurait également un complément cantonal.

Le renvoi au montant de la rente complète minimale AVS est la solution qui nécessite le moins de dépenses administratives. Comme expliqué sous chapitre 6, l'aide sociale, par exemple, est calculée sur la base des situations individuelles et octroyée de cas en cas sous condition de ressources.

Art. 5 Extinction du droit

La limitation à 98 jours d'octroi est conforme à l'article 148 al. 1 Cst, mais assure surtout un parallélisme avec

l'assurance maternité fédérale. Par mesure de prudence, on prévoit également l'extinction du droit lorsque des prestations de l'assurance maternité fédérale sont supérieures à la rente complète minimale AVS. On pense ici surtout à des situations où il pourrait y avoir des décisions d'autres organismes qui accordent des prestations fédérales, et cela afin d'éviter qu'il y ait des versements à double.

Lors de la consultation, on a préconisé une extinction du droit dans le cas d'un déménagement de la mère dans un autre canton avant le 98^e jour suivant la naissance. Cette proposition a été retenue.

3. Allocation de maternité en cas de besoin

Art. 6 Principes

Art. 7 Ayants droit

L'allocation de maternité en cas de besoin est la même prestation que celle qui est déjà allouée selon la loi cantonale du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité. Il s'agit d'une prestation sociale non remboursable octroyée en espèces pour une période limitée. Les allocations de maternité en cas de besoin constituent le dispositif indispensable afin de garantir le respect de l'article 33 al. 1 Cst («Chaque femme a droit à des prestations qui garantissent sa sécurité matérielle avant et après l'accouchement», cf. aussi chapitre 5 ci-dessus). L'allocation de maternité complémentaire selon les articles 2 à 5 du projet ne tient pas compte de la situation économique, contrairement aux allocations de maternité en cas de besoin (art. 6 à 10).

Les présentes dispositions ainsi que les articles 8 à 10 du projet sont formulés de manière quasi identique à la loi existante (RSF 836.3).

Comme à l'article 2, la formule suivante a été insérée: «(date de l'annonce au contrôle des habitants)».

Art. 8 Calcul du revenu et de la fortune déterminants et limites applicables

Le renvoi au règlement d'exécution pour les modalités de calcul est déjà pratiqué dans la législation actuelle.

Les limites de revenu sont actuellement fixées à 2250 francs par mois pour une femme seule et à 3000 francs par mois pour un couple.

A ces limites de revenu s'ajoute un montant mensuel de 300 francs par enfant à charge vivant dans le ménage. Les limites de fortune sont fixées à 60 000 francs pour une femme seule et à 80 000 francs pour un couple. (Règlement d'exécution de la loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité; RSF 836.31).

Art. 9 Montant

Comme précisé ci-dessus, l'allocation de maternité en cas de besoin est une prestation sociale. Il n'est donc pas envisageable de prévoir un montant unique à l'instar des allocations de maternité complémentaires (art. 2 à 5). L'attribution de cette allocation en cas de besoin est donc le résultat d'une décision individuelle qui tient compte de la situation économique de la requérante, mais aussi du ménage (cf. aussi art. 7).

Le montant mensuel de l'allocation de maternité actuellement en vigueur ne peut dépasser 1500 francs pour une

femme seule et 2000 francs pour un couple. Le montant minimal est de 50 francs. (Règlement d'exécution de la loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité; RSF 836.31).

Art. 10 Durée du droit

Par rapport à la situation actuelle, il n'y a pas de modification. Concernant la fin du droit, le projet propose comme actuellement que l'allocation de maternité en cas de besoin prenne fin au plus tard après une année. L'enfant qui naît le 15 janvier fait ouvrir un droit à partir du 1^{er} janvier jusqu'au maximum au 31 décembre.

4. Allocation d'adoption

Art. 11 Principes

L'article 33 al. 4 Cst a la teneur suivante:

⁴ L'adoption et la naissance sont mises sur pied d'égalité si l'enfant adopté n'est pas celui du conjoint et si son âge ou sa situation le justifie.

La Constitution ne précise pas ce qu'on doit entendre par «pied d'égalité» entre l'adoption et la naissance. Les avis sont partagés à ce sujet. La majorité des participants à la consultation ont souhaité retenir la variante de l'article 13 let. c prévue dans l'avant-projet. Selon cette disposition, l'allocation n'est versée que si la mère adoptive gagne moins de 1140 francs par mois. La variante tient compte du fait qu'une mère est physiquement contrainte d'arrêter de travailler pendant et après l'accouchement alors qu'une telle contrainte n'existe pas dans le cas de la mère qui adopte. La mère adoptive peut continuer à travailler nonobstant l'adoption. En conséquence, sans une précision apportée par la lettre c, la mère adoptive pourrait travailler à temps complet et recevoir simultanément des prestations. Il s'agirait d'une possibilité que la mère qui donne naissance n'a pas. La mère adoptive serait ainsi privilégiée par rapport à la mère qui donne naissance. Ce résultat irait à l'encontre de l'article 33 al. 4 Cst qui stipule que l'adoption et la naissance sont mises sur pied d'égalité.

Le libellé de la variante initiale prévoyait uniquement que «la mère qui demande l'allocation n'exerce pas d'activité lucrative». Puisque la jouissance d'un revenu ne dépend pas forcément d'une activité, il y a lieu d'ajouter la formule suivante à la variante: «respectivement, n'a pas de revenu». Ainsi, l'égalité entre la naissance et l'adoption prévue par la Constitution cantonale est réalisée.

Le projet propose de verser aux mères adoptives l'équivalent d'une rente complète minimale AVS et de les assimiler ainsi aux mères sans activité lucrative ou avec activité à temps partiel.

Assimiler les allocations d'adoption à l'assurance maternité (fédérale) serait administrativement, mais surtout financièrement, trop lourd et également inapproprié. Etant donné qu'il n'existe pas d'assurance maternité en cas d'adoption au niveau fédéral, il faudrait examiner la situation économique de chaque cas et les pouvoirs publics seraient astreints au paiement de sommes beaucoup plus importantes, à savoir 19 208 francs au maximum par analogie avec l'assurance fédérale plutôt que 3673 francs par rapport à la rente complète minimale AVS (1140 francs par mois).

De même, une assimilation aux allocations de maternité en cas de besoin ne serait pas appropriée, puisqu'avant toute adoption, il y a une instruction qui est assurée par le Service de l'enfance et de la jeunesse. L'autorisation d'accueillir un enfant en vue de l'adoption est en règle générale délivrée uniquement si la situation économique des futurs parents est bonne. Les conditions pour obtenir une allocation de maternité en cas de besoin ne seraient donc quasiment jamais remplies.

Art. 12 Ayants droit

Comme à l'article 3, la formule suivante a été insérée: «(date de l'annonce au contrôle des habitants)».

Art. 13 Conditions

La Constitution exige que pour recevoir une allocation d'adoption, l'enfant ne soit pas celui du conjoint et que son âge ou sa situation le justifie. Cette disposition concrétise ces exigences. Le projet propose l'âge limite de 8 ans révolus. L'enfant peut être plus âgé si des mesures éducatives particulières sont nécessaires, une exigence qui est notamment remplie s'il s'agit d'un enfant présentant un handicap.

Avec la règle proposée à la lettre c, on essaie de tenir compte de l'aspect économique des allocations. Ainsi, il est proposé que l'allocation ne soit versée que si la mère adoptive ne gagne pas plus de 1140 francs par mois. Toutefois, un sondage effectué par le Service de l'enfance et de la jeunesse sur la base de situations récentes a révélé qu'une majorité des mères adoptives ont une activité lucrative qui leur permet de réaliser un revenu supérieur à ce montant. Avec l'introduction de la lettre c, l'allocation d'adoption ne serait donc versée qu'à environ un tiers des mères adoptives.

L'âge limite de 8 ans prévu dans le projet est judicieux et apte à réaliser la volonté de la Constituante. Il apparaît aussi comme un bon compromis, sachant que lors de la consultation il y a eu aussi bien des propositions d'augmenter que d'abaisser cette limite.

Art. 14 Montant

A l'instar du montant prévu pour l'allocation de maternité complémentaire (art. 4), le montant de l'allocation en cas d'adoption sera fixé par le Conseil d'Etat et correspondra initialement à la rente complète minimale AVS.

Art. 15 Début du droit

Le projet propose que le droit à l'allocation naisse le jour de l'accueil de l'enfant en vue de son adoption et non lorsque l'adoption est prononcée. En fait, lors de la procédure d'adoption, il y a en principe toujours une première décision qui consiste à accueillir l'enfant en vue de l'adoption. Ce n'est qu'après l'expiration d'un certain temps que la décision formelle d'adoption est rendue.

L'allocation de maternité poursuit, entre autres, aussi le but de favoriser le fait qu'une mère puisse vivre les premières semaines avec son enfant sans devoir se soucier des questions économiques. Si l'on veut mettre la naissance et l'adoption sur un pied d'égalité comme l'exige la Constitution, c'est précisément le moment de l'accueil et non celui où l'acte formel de l'adoption est pris (qui

peut survenir plusieurs mois ou années plus tard) qu'il y a lieu de retenir.

Art. 16 Extinction du droit

Comme pour l'allocation de maternité complémentaire et l'assurance maternité fédérale, le droit à l'allocation d'adoption s'éteint 98 jours après son octroi. Toutefois, il faut ajouter encore un cas de figure pour tenir compte de la situation de l'adoption et plus particulièrement de l'accueil en vue d'adoption. Il pourrait se produire qu'après quelques jours l'enfant ne puisse pas rester auprès de la famille qui était censée l'adopter et que la garde soit retirée. De telles situations sont toutefois extrêmement rares.

5. Procédure, organisation et financement

Art. 17 Exercice du droit

Art. 18 Obligation de renseigner

Art. 19 Versement de l'allocation

Art. 20 Garantie d'un emploi de l'allocation conforme à son but

Art. 21 Prescription

Ces dispositions sont, moyennant quelques adaptations rédactionnelles, reprises textuellement de la loi actuelle et n'appellent pas de remarques particulières. Sauf pour dire que «l'autre personne» ou «l'autorité» auxquelles peuvent être versées les allocations (art. 20 projet) étaient jusqu'à présent: le tuteur, la justice de paix et les services sociaux régionaux. Cette pratique a été introduite dans le projet.

La prescription (art. 21 projet) dans un délai de six mois peut paraître courte, mais il ne faut pas perdre de vue que le but de la Constitution est que chaque femme ait droit à des prestations qui garantissent sa sécurité matérielle avant et après l'accouchement et que le versement de ces prestations plusieurs années après l'événement serait contraire à cette logique.

Art. 22 Organe d'application, compétences, remboursement des frais

Art. 23 Devoir de renseigner, obligation de garder le secret

Ces dispositions sont, moyennant quelques adaptations rédactionnelles, reprises textuellement de la loi actuelle et n'appellent pas de remarques particulières.

Art. 24 Couverture financière

La Constitution ne précise pas quelle entité publique doit financer les allocations de maternité. Partant de la première phrase de l'article 33 qui stipule comme but la sécurité matérielle des mères, il semble logique d'appliquer les mêmes principes que ceux de l'aide matérielle de la législation sur l'aide sociale. A l'instar de l'article 32 de la loi sur l'aide sociale (RSF 831.0.1), il est proposé de répartir la charge financière découlant de la présente loi entre l'Etat et les communes à raison de 50% chacun. Malgré le résultat de la consultation, le Conseil d'Etat maintient ce raisonnement.

6. Dispositions communes et pénales

Art. 25 Restitution des prestations indûment perçues

Cette disposition est reprise textuellement de la loi actuelle et n'appelle pas de remarques particulières.

Art. 26 Dispositions pénales

Afin d'éviter que des abus flagrants ne puissent pas être sanctionnés pénalement, les différentes lois en matière sociale connaissent des dispositions similaires (cf. p. ex. art. 37a de la loi sur l'aide sociale).

7. Voies de droit

Art. 27

Cette disposition n'appelle pas de remarques particulières.

8. Dispositions finales

Art. 28 Abrogation

Art. 29 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat prévoit l'entrée en vigueur de cette loi au 1^{er} janvier 2011.

9. AUTRES INCIDENCES

Le présent projet de loi ne modifie pas la répartition des compétences entre l'Etat et les communes.

Il est conforme à la Constitution cantonale, au droit fédéral et au droit européen.

Selon l'article 45 let. b Cst., les actes du Grand Conseil qui entraînent une dépense nette nouvelle supérieure à 1% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil (31 749 208 fr. 94) sont soumis obligatoirement au vote populaire. Selon l'article 46 let. b Cst., 6000 citoyennes et citoyens actifs peuvent demander un vote populaire sur les actes du Grand Conseil qui entraînent une dépense nette nouvelle supérieure à ¼% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil (7 937 302 fr. 24).

Les dépenses nouvelles sont estimées à 4,415 millions de francs par an, ce qui représente la somme de 2 207 500 fr. à la charge de l'Etat. Conformément à l'article 25 al. 2 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE), le montant déterminant est donc 11 037 500 fr. (= 5 x 2,2075 millions de francs). Ce montant dépasse uniquement la limite prévue dans l'article 46 let. b Cst. (7 937 302 fr. 24).

Soumis au référendum législatif et au référendum financier facultatif, le projet n'est donc pas soumis au référendum financier obligatoire.

Les prestations ne sont pas exportables puisqu'il ne s'agit pas de prestations des assurances sociales, mais de prestations financées par les pouvoirs publics.

10. CONCLUSION

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 195 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Mutterschaftsbeiträge (MBG)

17. Mai 2010

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Entwurf des Gesetzes über die Mutterschaftsbeiträge. Die vorliegende Botschaft gliedert sich wie folgt:

1. Allgemeines
2. Die bundesrechtliche Regelung
3. Der Wille des Verfassungsrates
4. Heutige Situation (Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall)
5. Ergebnis der Vernehmlassung zum Vorentwurf des Gesetzes
6. Das neue System der Mutterschaftsbeiträge
7. Die finanziellen Auswirkungen
8. Bemerkungen zu den Artikeln
9. Weitere Auswirkungen
10. Schlussfolgerung

1. ALLGEMEINES

Der Entwurf des Gesetzes über die Mutterschaftsbeiträge konkretisiert Artikel 33 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV) über den Mutterschaftsschutz. Dieser Artikel lautet wie folgt:

Art. 33 Mutterschaft

¹ *Jede Frau hat Anspruch auf Leistungen, die ihre materielle Sicherheit vor und nach der Geburt gewährleisten.*

² *Eine Mutterschaftsversicherung deckt den Erwerbsausfall.*

³ *Nicht erwerbstätige Mütter erhalten Leistungen, die mindestens dem Grundbetrag des Existenzminimums entsprechen; jene, die teilweise erwerbstätig sind, haben proportional darauf Anspruch.*

⁴ *Die Adoption ist der Geburt gleichgestellt, sofern das adoptierte Kind nicht dasjenige des Ehegatten ist und soweit das Alter oder die Situation des Kindes es rechtfertigen.*

Dieser Artikel wird durch die folgende Übergangsbestimmung ergänzt:

Art. 148 b) Besondere Bestimmungen

1. Mutterschaft (Art. 33)

¹ *Die bei Geburt und Adoption zu entrichtenden kantonalen Leistungen werden während mindestens 14 Wochen ausbezahlt.*

² *Sie sind spätestens ab dem 1. Januar 2008 auszu zahlen.*

³ Sollte eine Mutterschaftsversicherung auf Bundesebene eingerichtet werden, wird die Zahlung in den vom Bundesrecht vorgesehenen Leistungskategorien eingestellt (Mütter mit [Art. 33 Abs. 2] oder ohne Erwerbstätigkeit [Art. 33 Abs. 3], Adoption [Art. 33 Abs. 4]).

Die Aufnahme einer Verfassungsbestimmung über die materielle Sicherheit bei Mutterschaft in die kantonale Rechtsordnung stellt die bisherige Regelung der Mutterschaftsbeiträge nicht grundlegend in Frage. Im Gegenteil: Die neue Verfassung hat aus diesem Zweck ein Anrecht gemacht. In diesem Sinne haben die Bestimmungen des Gesetzes vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge (SGF 836.3; MBG) als Grundlage für diesen Entwurf gedient; eine Lösung, mit der das bisher Errungene beibehalten werden kann (s. a. Punkt 4).

2. DIE BUNDESRECHTLICHE REGELUNG

Die Änderung vom 3. Oktober 2003 des Bundesgesetzes über den Erwerbssersatz für Dienstleistende und bei Mutterschaft (Erwerbssersatzgesetz, EOG; SR 834.1), die seit dem 1. Juli 2005 in Kraft ist, hat einen Mutterschutz für erwerbstätige Frauen eingeführt. Diese erhalten während 14 Wochen ab dem Tag der Niederkunft Leistungen der Bundesversicherung (Art. 16d EOG). Die Leistungen werden in Form von Taggeldern ausgerichtet (Art. 16e Abs. 1 EOG), die 80% des durchschnittlichen Erwerbseinkommens entsprechen, welches vor Beginn des Entschädigungsanspruchs erzielt wurde (Art. 16e Abs. 2 EOG). Die Mutterschaftsentschädigung beträgt höchstens 196 Franken pro Tag (Art. 16f Abs. 1 EOG), was einem Betrag von 5880 Franken je Monat zu dreissig Tagen entspricht.

3. DER WILLE DES VERFASSUNGSRATES

Der Verfassungsrat hat ausdrücklich vorgesehen, dass Frauen bei Mutterschaft unabhängig von ihrer finanziellen Situation Leistungen erhalten.

Er hat die Adoption der Mutterschaft gleichgestellt, sofern das adoptierte Kind nicht dasjenige des Ehegatten ist und soweit das Alter oder die Situation des Kindes es rechtfertigen (Art. 33 Abs. 4 KV).

Artikel 33 KV sieht – abgesehen von den Leistungen im Bedarfsfall (Abs. 1) – vier verschiedene Leistungskategorien vor:

- für erwerbstätige Mütter (Abs. 2),
- für nicht erwerbstätige Mütter (Abs. 3, 1. Satz),
- für teilweise erwerbstätige Mütter (Abs. 3, 2. Satz) und
- für Adoptivmütter (Abs. 4).

Weil das Bundesrecht bereits eine Mutterschaftsversicherung für erwerbstätige Frauen eingeführt hat, müssen im Kantonsrecht nur noch die drei letzten Leistungskategorien eingeführt werden.

4. HEUTIGE SITUATION (MUTTERSCHAFTSBEITRÄGE IM BEDARFSFALL)

Das heutige System der kantonalen Mutterschaftsbeiträge nach dem Gesetz vom 6. Juni 1991 entspricht dem Auftrag des Verfassungsartikels 33 Abs. 1. Die nach dieser Bestimmung geltende Regel: «Jede Frau hat Anspruch auf Leistungen, die ihre materielle Sicherheit vor und nach der Geburt gewährleisten» muss als Grundprinzip verstanden werden.

Das MBG hat bedarfsabhängige Leistungen für Frauen eingeführt, die sich bei der Geburt eines Kindes in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen befinden. Es hat gewissermassen Ergänzungsleistungen für diese Frauen eingeführt. Die Botschaft des Staatsrates vom 9. April 1991 zum Entwurf des MBG besagt, dass dieses «nicht direkt einen politischen Zweck der Geburtenförderung verfolgt, aber nichtsdestotrotz zum Ziel hat, für Fälle einer sehr schwierigen finanziellen Lage materielle Voraussetzungen zu schaffen, die es leichter machen, die Geburt eines Kindes zu akzeptieren». Im gleichen Zusammenhang hebt diese Botschaft hervor, dass Mütter und insbesondere ledige Mütter sich gezwungen sehen, für den Unterhalt der Familie schon kurz nach der Geburt (wieder) eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen und demzufolge darauf verzichten müssen, sich selber um das Kind zu kümmern. Das Hauptziel des MBG bestand darin, durch die auf ein Jahr befristete Ausrichtung von Geldleistungen in Form von Mutterschaftsbeiträgen diesen Müttern die Möglichkeit zu geben, ihr Kind in den ersten zwölf Lebensmonaten selber aufzuziehen.

Auch rund 18 Jahre nach Inkrafttreten dieses kantonalen Beitragssystems ist das Ziel des MBG nach wie vor aktuell. Trotzdem kann heute behauptet werden, dass die in all diesen Jahren erteilten Leistungen den bedürftigen Familien eine willkommene und gerechtfertigte punktuelle Hilfe gewesen sind. Im Laufe der Jahre wurde diese kantonale Finanzhilfe immer mehr in Anspruch genommen. 2005 wurde eine Gesamtsumme von 1,95 Millionen Franken an 191 Bezügerinnen ausgerichtet, was rund 7% der Geburten im Kanton entspricht. 2006 stagnierten die Zahlen mit 190 Bezügerinnen und 1,7 Millionen Franken. Ab 2007 wurde ein Rückgang verzeichnet, mit nur 155 Bezügerinnen, die insgesamt 1,5 Millionen Franken erhielten. Dieser Rückgang ist hauptsächlich auf die gute Konjunktur zurückzuführen, aber auch darauf, dass die Schwellenwerte nicht angepasst worden sind. 2008 hat sich der Rückgang noch verstärkt: Es wurden rund 1,1 Millionen Franken an 109 Bezügerinnen ausbezahlt und für das Jahr 2009 waren es rund 850 000 Franken welche an ebenfalls 109 Bezügerinnen ausbezahlt wurden.

Die bedarfsgebundene Leistung ist sehr zielgerichtet, denn die monatliche Beitragshöhe entspricht der Differenz zwischen der anwendbaren Einkommensgrenze und dem massgebenden Einkommen (das Ausführungsreglement legt allerdings einen Höchstbeitrag fest).

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall Teil des kantonalen Systems für den Schutz der Familie sind und sich ihre Bedeutung klar erwiesen hat. Die Beibehaltung dieses Systems ist folglich für die Entwicklung der Familienpolitik unentbehrlich; dies muss bei der Umsetzung der neuen Verfassungsbestimmungen über die Mutterschaft berücksichtigt werden.

5. ERGEBNIS DER VERNEHMLASSUNG ZUM VORENTWURF DES GESETZES

Bei der Vernehmlassung zum Vorentwurf des Gesetzes, die zwischen Dezember 2008 und Februar 2009 stattgefunden hat, wurde das Projekt von der Mehrheit der Teilnehmenden unterstützt.

Einige taten dies jedoch mit Vorbehalt. Verschiedene Teilnehmende waren der Meinung, dass der Vorentwurf Art. 33 KV sehr grosszügig umsetzt. Einige haben den Giesskanneneffekt kritisiert, der durch den systematischen Zuspruch von Mutterschaftsbeiträgen entsteht, da Mütter aus vermögendere Kreisen ja ebenfalls davon profitieren. Der Grundsatz, wonach jede Frau Anspruch auf Leistungen hat, ist allerdings in der Verfassung verankert (Art. 33 Abs. 1).

Ferner wurde darauf hingewiesen, dass das Grundprinzip nach Art. 33 Abs. 1, wonach die materielle Sicherheit der Mütter vor und nach der Geburt gewährleistet werden soll, mit dem neuen Gesetzesentwurf nicht vollständig umgesetzt wird. Für allfällige Leistungen vor der Niederkunft verweist der Entwurf tatsächlich auf die Sozialhilfe.

Ein Teilnehmer war der Meinung, dass das MBG eine Benachrichtigung der betroffenen Personen vorsehen sollte. Es ist indes nicht nötig, im MBG einen Automatismus vorzusehen. Die AHV-Ausgleichskasse kann damit betraut werden, die entsprechenden Informationen an die Bevölkerung und die verschiedenen Institutionen herauszugeben.

Die im Vorentwurf vorgesehene finanzielle Aufteilung (Verteilung der finanziellen Lasten zwischen Staat und Gemeinden zu je 50%) wurde mehrheitlich abgelehnt. Die Teilnehmenden sind der Ansicht, dass die Bezugnahme auf die finanzielle Verteilung nach Sozialhilfegesetz hier nicht angebracht ist und der Kanton alle Kosten übernehmen sollte.

6. DAS NEUE SYSTEM DER MUTTERSCHAFTSBEITRÄGE

Der Verfassungsrat hat ausdrücklich vorgesehen, dass nicht erwerbstätige Frauen bei Mutterschaft unabhängig von ihrer finanziellen Situation Leistungen erhalten:

«Nicht erwerbstätige Mütter erhalten Leistungen, die mindestens dem Grundbetrag des Existenzminimums entsprechen; jene, die teilweise erwerbstätig sind, haben proportional darauf Anspruch». (Art. 33 Abs. 3 KV).

Der Entwurf schlägt vor, dass der Staatsrat die Höhe des Beitrages festlegt. Dieser sieht, zumindest in der ersten Version des Ausführungsreglementes, einen gleichen Betrag wie der einer vollen AHV-Mindestrente vor. Für 2010 entspricht dies monatlich 1140 Franken. Es könnten auch andere Ansätze für das Existenzminimum angewendet werden, wie zum Beispiel das Existenzminimum im Schuldbetreibungsrecht, das der Ergänzungsleistungen oder noch das der Sozialhilfe. Der Nachteil dieser verschiedenen Existenzminima besteht darin, dass sie aufgrund von individuellen Situationen berechnet und von Fall zu Fall bedarfsabhängig zugesprochen werden. Nicht erwerbstätige Mütter erhalten Leistungen, die mindestens dem Grundbetrag des Existenzminimums entsprechen; Demzufolge ist es angebracht, eine Lösung vorzuschlagen, die auf der Erteilung eines Pauschalbe-

trags beruht; die volle AHV-Mindestrente entspricht dieser Forderung.

Für die Bestimmung der teilzeitlichen Erwerbstätigkeit müssen die kantonalen Mutterschaftsbeiträge bis zur Höhe eines standardisierten Existenzminimums ausgerichtet werden, das auch der vollen AHV-Mindestrente entspricht (monatlich 1140 Franken). Folglich erhalten Bezügerinnen von Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung unter 1140 Franken die Differenz. So hat die Frau, die von der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung monatlich 800 Franken als Erwerbsausfallentschädigung erhält, Anspruch auf monatlich 340 Franken des kantonalen Mutterschaftsbeitrags. Somit braucht der Begriff der teilzeitlichen Erwerbstätigkeit nicht näher bestimmt zu werden, zumal eine solche Bestimmung im Übrigen womöglich nur sehr schwer umzusetzen wäre.

Die Adoptionsbeiträge werden in dem Sinne gleichgestellt, als der ausgerichtete Betrag ebenfalls der vollen AHV-Mindestrente entspricht (s. a. Kapitel 8 zu den Artikeln 11 bis 16).

Es muss indes betont werden, dass der Vorentwurf keine Leistungen vor der Geburt vorsieht (vgl. Art. 33 Abs. 1 KV). Es wird vorgeschlagen, in solchen Situationen auf das übliche System der Sozialhilfe zurückzugreifen. Im Weiteren wird die materielle Sicherheit für erwerbstätige Frauen vor der Niederkunft durch Art. 336c Abs. 1 Bst. c OR gewährleistet. Gemäss dieser Bestimmung ist es einem Arbeitgeber untersagt, einen Arbeitsvertrag während der Schwangerschaft zu kündigen.

Schliesslich behält der Entwurf das heutige System der Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall bei, denn diese sind für eine starke Familienpolitik und für die Konkretisierung des verfassungsrechtlichen Willens unverzichtbar (s. auch 4. Kapitel).

7. DIE FINANZIELLEN AUSWIRKUNGEN

Es ist schwierig, die Kosten der künftigen Regelung genau zu beziffern. Die folgenden Veranschlagungen berücksichtigen, dass die kantonale Hilfe während 14 Wochen beziehungsweise während eines Jahres für Personen in bescheidenen Verhältnissen ausgerichtet wird. Im Übrigen weiss man, dass rund 60% der erwerbstätigen Frauen, die ihr erstes Kind gebären, ihre Berufstätigkeit nach dem Mutterschaftsurlaub wieder aufnehmen.

Beitrag für nicht erwerbstätige Mütter

Man geht davon aus, dass von 2800 Frauen, die alljährlich im Kanton ein Kind zur Welt bringen, rund ein Drittel nicht erwerbstätig ist; dies macht rund 1000 Personen aus. Ausgehend vom Grundbetrag in Höhe einer vollen AHV-Mindestrente, der sich 2009 auf 12 x 1140 Franken = 13 680 Franken beläuft (das sind 37.48 Franken pro Tag) und von einer Beitragsdauer von 14 Wochen (98 Tage = 3673 Franken), kommt man auf eine Summe von jährlich 3 675 000 Franken.

Beitrag für teilweise erwerbstätige Mütter

Die Anzahl der Mütter, die teilweise erwerbstätig sind, kann derzeit nicht bestimmt werden, da hierfür auf keine direkten Statistikdaten zurückgegriffen werden kann. Möglich ist aber eine grobe Schätzung aufgrund der fol-

genden Annahmen: Von den 1800 Frauen (2800 minus 1000), die zum Bezügerinnenkreis einer eidgenössischen Mutterschaftsversicherung gehören, werden 20% (360) einen monatlichen Betrag von unter 1140 Franken beziehen. In der Annahme, dass das mittlere Brutto-Monatseinkommen dieser 360 Frauen 1000 Franken beträgt, lässt sich daraus schliessen, dass sie durchschnittlich 800 Franken im Monat (80% von 1000 Franken) über die eidgenössische Regelung beziehen werden. Die Differenz von monatlich 340 Franken gegenüber den nicht erwerbstätigen Müttern, die monatlich 1140 Franken beziehen würden, müsste also logischerweise durch die kantonale Mutterschaftsversicherung gedeckt werden, was 11.18 Franken pro Tag entspricht. Für die Dauer von 98 Tagen werden diese Frauen somit 1095.45 Franken erhalten. Insgesamt würde sich der jährliche Aufwand also auf rund 400 000 Franken belaufen (360 Fälle x 1095.45 Franken = 394 362 Franken).

Adoptionsbeitrag

Jährlich sind im Kanton rund 30 Adoptionen zu zählen. Berichten des Jugendamtes zufolge haben ca. 20 der 30 Adoptivmütter ein Einkommen, das über 1140 Franken monatlich liegt. Folglich geht man davon aus, dass der Adoptionsbeitrag pro Jahr in 10 Fällen entrichtet würde, was 36 730 Franken, aufgerundet auf 40 000 Franken, entspricht.

Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall

Weil von den rund 1 000 000 Franken, die schon nach der heutigen kantonalen Regelung ausgerichtet werden, ungefähr die Hälfte in den Summen für die Beiträge an nicht erwerbstätige bzw. teilzeitlich arbeitende Mütter gezahlt wird, werden sich die Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall um rund 500 000 Franken verringern. Für eine Veranschlagung der Gesamtkosten sind daher für diese Kategorie von Müttern höchstens 500 000 Franken zuzufügen.

Der zusätzliche administrative Aufwand (Löhne, Ausrüstung usw.), der der kantonalen AHV-Ausgleichskasse rückerstattet werden muss, dürfte jährlich rund 300 000 Franken betragen.

Zusammengefasst beläuft sich der neue reguläre Finanzaufwand auf:

	Fr.
Nicht erwerbstätige Mütter:	3 675 000
Teilzeitlich erwerbstätige Mütter:	400 000
Adoptivmütter:	40 000
Administrativer Aufwand:	300 000
Provisorische Gesamtsumme:	4 415 000

Zu diesem Gesamtbetrag ist die Summe von 500 000 Franken für die heute schon ausgerichteten Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall hinzuzurechnen. Die Gesamtkosten für das ganze Dispositiv können somit auf jährlich 4 915 000 Franken veranschlagt werden.

	Fr.
Provisorische Gesamtsumme:	4 415 000
Bedarfsfälle:	500 000
Gesamtkosten für das ganze Dispositiv:	4 915 000

Ausserdem werden auch einmalige Kosten anfallen, die mit der Einführung des neuen Systems von Leistungen bei Geburt und Adoption verbunden sind (Softwareentwicklung, Information, ...); diese können auf rund 300 000 Franken veranschlagt werden.

Die Verfassung legt nicht fest, welches öffentliche Gebilde die Mutterschaftsbeiträge finanzieren muss. Geht man vom ersten Satz des Artikels 33 aus, der als Zweck die materielle Sicherheit der Mütter nennt, scheint es logisch, die gleichen Grundsätze wie diejenigen anzuwenden, die in der Sozialhilfegesetzgebung für die materielle Hilfe gelten. Nach dem Vorbild von Artikel 32 des Sozialhilfegesetzes (SGF 831.0.1) wird vorgeschlagen, die Finanzlast aus diesem Gesetz je zur Hälfte unter dem Staat und den Gemeinden aufzuteilen. Trotz dem Resultat der Vernehmlassung hält der Staatsrat an dieser Logik fest.

8. BEMERKUNGEN ZU DEN ARTIKELN

1. Allgemeine Bestimmung

Art. 1

Artikel 33 KV sieht fünf verschiedene Fallkategorien vor:

- Mütter in einer Bedarfslage (Abs. 1)
- Erwerbstätige Mütter (Abs. 2)
- Nicht erwerbstätige Mütter (Abs. 3, 1. Satz)
- Teilzeitlich erwerbstätige Mütter (Abs. 3, 2. Satz)
- Adoptivmütter (Abs. 4)

Die Leistungen für erwerbstätige Mütter sind schon durch die Bundesgesetzgebung geregelt (s. a. 2. Kapitel). Der Kanton braucht daher keine besonderen Bestimmungen vorzusehen. Die Leistungen für nicht erwerbstätige Mütter und teilzeitlich erwerbstätige Mütter werden in den Artikeln 2 bis 5 des Entwurfs behandelt, diejenigen für Mütter in einer Bedarfslage in den Artikeln 6 bis 10 und diejenigen für Adoptivmütter in den Artikeln 11 bis 16.

2. Ergänzender Mutterschaftsbeitrag

Art. 2 Grundsätze

Bei Mehrlingsgeburten sieht Art. 2 Abs. 1 wie die Bundesgesetzgebung auch nur einen Beitrag vor.

Absatz 1 beinhaltet mehrere Grundsätze:

- Die Beschränkung der Leistungsausrichtung auf 98 Tage; dies entspricht den 14 Wochen nach Artikel 148 KV und auch den Bestimmungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung.
- Als Grundbetrag des Existenzminimums schlägt der Entwurf den Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente vor. Für 2010 entspricht dies einem monatlichen Betrag von 1140 Franken bzw. einem Betrag von 3673 Franken für eine Dauer von 98 Tagen (s. a. Kapitel 6 und 7 der Botschaft).

Art. 3 Anspruchsberechtigte

Frauen, die bei der Geburt ihres Kindes seit mindestens einem Jahr ihren Wohnsitz im Kanton haben und sich hier aufhalten (Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle), erhalten einen ergänzenden Mutterschaftsbeitrag. In diesem Zusammenhang wird präzisiert, dass

es sich hierbei nicht um eine Sozialversicherung, sondern um eine Leistung der öffentlichen Hand handelt. Der Beitrag fällt daher nicht unter die Regelungen bilateraler Abkommen. Eine Beschränkung auf die Wohnbevölkerung ist daher zulässig. Aus Gründen der Gerechtigkeit soll ausserdem verlangt werden, dass die betreffenden Personen seit mindestens einem Jahr im Kanton niedergelassen sind. Im Vergleich zur Situation in den übrigen Schweizer Kantonen kann das System des Kantons Freiburg durchaus als grosszügig bezeichnet werden.

Personen, die Leistungen einer anderen Sozialversicherung beziehen (z. B. IV), erhalten gemäss Artikel 3 Abs. 1 Bst. a keinen Beitrag, sofern die besagte Leistung höher als 1140 Franken monatlich ist. Das Ausführungsreglement präzisiert, welche anderen Sozialversicherungen gemeint sind.

Bei der Vernehmlassung wurde vorgeschlagen zu präzisieren, dass das Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle massgebend ist, um festzustellen, ob eine Frau im Kanton wohnhaft ist. Dieser Vorschlag wurde berücksichtigt.

Art. 4 Höhe des Beitrags

Wie der Ausdruck «ergänzender Mutterschaftsbeitrag» vermuten lässt, versteht sich der kantonale Beitrag als subsidiär zur eidgenössischen Regelung. Anders gesagt: Dort, wo Beträge nach der Bundesgesetzgebung ausgerichtet werden (Mutterschaftsversicherung), gelten die kantonalen Bestimmungen nicht bzw. nur ergänzend. Das Gleiche gilt auch für eine Mutter, die eine IV-Rente bezieht.

Der Entwurf führt den Begriff der Teilzeitarbeit nicht direkt aus, sondern wählt eine pragmatische Lösung. Der Höchstbetrag eines kantonalen Mutterschaftsbeitrags wird 1140 Franken monatlich (Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente, durch den Staatsrat im Ausführungsreglement fest zu legen) entsprechen. Demzufolge dürfen die Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung und die kantonale Ergänzung zusammengezählt den Betrag von 1140 Franken nicht überschreiten. Unter diesen Umständen braucht nicht genau ausgeführt zu werden, was unter «Teilzeitarbeit» zu verstehen ist, wenn letztendlich der Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente die Leistungsgrenze darstellt.

Zwei Beispiele:

Fall A: Frau Y arbeitet als kaufmännische Angestellte in Bern und wohnt in Freiburg. Ihr Arbeitsvertrag sieht einen Beschäftigungsgrad von 50% vor. Infolge der Geburt ihrer Tochter bezieht sie Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung in Höhe von monatlich 2000 Franken. Obwohl Frau Y teilzeitlich arbeitet, hat sie folglich keinen Anspruch auf einen kantonalen Mutterschaftsbeitrag, da die Bundesleistung über dem im Entwurf festgesetzten Existenzminimum liegt.

Fall B: Frau Z arbeitet einen Tag in der Woche in der Bäckerei ihres Dorfes. Infolge der Geburt ihrer Tochter bezieht sie Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung in Höhe von monatlich 600 Franken. Nach Artikel 33 Abs. 3 KV hat sie proportional Anspruch auf kantonale Leistungen, die den Grundbetrag des Existenzminimums gewährleisten, konkret also auf monatlich 540 Franken pro Monat (1140 – 600 Franken).

Theoretisch könnte man sich auch vorstellen, dass eine zu 100% erwerbstätige Frau Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung von weniger als 1140 Franken monatlich erhält. Sollten sich derartige Situationen tatsächlich einstellen, gäbe es ebenfalls eine kantonale Ergänzung.

Der Verweis auf den Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente ist die Lösung, die den geringsten administrativen Aufwand verursacht. Wie bereits in Kapitel 6 erklärt wurde, wird z. B. die Sozialhilfe auf Grundlage von individuellen Situationen berechnet und von Fall zu Fall bedarfsabhängig entrichtet.

Art. 5 Erlöschen des Anspruchs

Die Leistungsbefristung auf 98 Tage entspricht dem Artikel 148 Abs.1 KV, schafft aber vor allem eine Parallele zur eidgenössischen Mutterschaftsversicherung. Vorsichtshalber ist auch dann ein Erlöschen des Anspruchs vorgesehen, wenn Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung den Betrag einer vollen AHV-Mindestrente überschreiten. Gemeint sind vor allem Fälle, in denen andere Einrichtungen Entscheide über die Erteilung eidgenössischer Leistungen fällen; es gilt zu vermeiden, dass Leistungen zweifach ausgerichtet werden.

Bei der Vernehmlassung wurde ein Erlöschen des Anspruchs bei Umzug der Mutter in einen anderen Kanton vor dem 98. Tag nach der Niederkunft empfohlen. Diese Empfehlung wurde berücksichtigt.

3. Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall

Art. 6 Grundsätze

Art. 7 Anspruchsberechtigte

Der Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall ist die gleiche Leistung, die schon nach dem kantonalen Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge ausgerichtet wird. Es handelt sich dabei um eine soziale Geldleistung, die nicht rückerstattet werden muss und befristet erteilt wird. Die Mutterschaftsbeiträge im Bedarfsfall sind unentbehrlich, um die Einhaltung von Artikel 33 Abs. 1 KV zu gewährleisten («Jede Frau hat Anspruch auf Leistungen, die ihre materielle Sicherheit vor und nach der Geburt gewährleisten», s. a. Kapitel 5). Im Gegensatz zu den Mutterschaftsbeiträgen im Bedarfsfall (Art. 6 bis 10) berücksichtigt der ergänzende Mutterschaftsbeitrag nach den Artikeln 2 bis 5 des Entwurfes die wirtschaftliche Situation nicht.

Diese Bestimmungen sowie die Artikel 8 bis 10 des Entwurfes sind nahezu identisch formuliert wie im heutigen Gesetz (SGF 836.3).

Wie schon bei Art. 2 wurde auch hier die nachfolgende Klammer eingeführt: «(Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle)».

Art. 8 Berechnung des massgebenden Einkommens und Vermögens und der anwendbaren Grenzen

Der Verweis auf das Ausführungsreglement findet sich bereits in der heutigen Gesetzgebung.

Heute liegen die Einkommensgrenzen für alleinstehende Frauen bei monatlich 2250 Franken und für Paare bei monatlich 3000 Franken.

Diese Einkommensgrenzen erhöhen sich um monatlich 300 Franken je unterhaltsberechtigtes Kind im gleichen Haushalt. Die Vermögensgrenzen für alleinstehende Frauen liegen bei 60 000 Franken, für Paare bei 80 000 Franken. (Ausführungsreglement zum Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge; SGF 836.31).

Art. 9 Höhe des Beitrags

Wie bereits erwähnt, ist der Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall eine Sozialleistung. Es ist daher nicht denkbar, wie bei den ergänzenden Mutterschaftsbeiträgen (Art. 2 bis 5) einen einheitlichen Betrag vorzusehen. Der Zuspruch dieses Beitrags im Bedarfsfall beruht somit auf einem individuellen Entscheid, welcher der wirtschaftlichen Lage der Gesuchstellerin, aber auch ihrem Haushalt Rechnung trägt (s. auch Art. 7).

Heute beträgt der monatliche Mutterschaftsbeitrag für alleinstehende Frauen maximal 1500 Franken und für Paare 2000 Franken. Der Mindestbetrag beläuft sich auf 50 Franken. (Ausführungsreglement zum Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge; SGF 836.31).

Art. 10 Dauer des Anspruchs

Im Vergleich zur heutigen Situation gibt es keine Änderungen. Für das Erlöschen des Anspruchs schlägt der Entwurf vor, dass der Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall wie heute spätestens nach einem Jahr endet. Kommt ein Kind am 15. Januar auf die Welt, dauert der Anspruch vom 1. Januar bis spätestens zum 31. Dezember.

4. Adoptionsbeitrag

Art. 11 Grundsätze

Artikel 33 Abs. 4 KV lautet:

⁴ Die Adoption ist der Geburt gleichgestellt, sofern das adoptierte Kind nicht dasjenige des Ehegatten ist und soweit das Alter oder die Situation des Kindes es rechtfertigen.

Die Verfassung führt nicht näher aus, was unter «gleichgestellt» (Adoption und Geburt) zu verstehen ist. Die Meinungen gehen hier auseinander. Die Mehrheit der Personen, die an der Vernehmlassung teilgenommen haben, wollten die Variante Art. 13 Bst. c aus dem Vorentwurf beibehalten. Nach dieser Bestimmung wird der Beitrag nur dann entrichtet, wenn die Adoptivmutter weniger als 1140 Franken pro Monat verdient. Die Variante berücksichtigt die Tatsache, dass eine Mutter in körperlicher Hinsicht während und nach der Niederkunft gezwungen ist, mit dem Arbeiten aufzuhören, während diese Einschränkung für Adoptivmütter nicht vorliegt. Die Adoptivmutter kann trotz Adoption weiterarbeiten. Folglich könnte eine Adoptivmutter – wenn Bst. c keine nähere Bestimmung machen würde – zu 100% arbeiten und gleichzeitig Leistungen beziehen. Eine Möglichkeit, die eine Mutter, die ihr Kind zur Welt bringt, nicht hat. Somit bestünde für die Adoptivmutter ein Vorteil, was wiederum Art. 33 Abs. 4 KV zuwiderlaufen würde, wonach Adoption und Geburt gleichgestellt sind.

Der Wortlaut der ursprünglichen Variante sah nur vor, dass die Mutter, die um einen Beitrag ersucht, nicht erwerbstätig ist. Weil ein Einkommen nicht zwingend von

einer Arbeit abhängig ist, muss dieser Variante Folgendes hinzugefügt werden: «bzw. hat kein Einkommen». Dadurch entsteht die von der KV gewollte Gleichstellung von Adoption und Geburt.

Der Vorentwurf schlägt vor, den Adoptivmüttern den Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente auszurichten und sie somit den nicht erwerbstätigen bzw. den teilweise erwerbstätigen Müttern gleichzustellen.

Der Einbezug der Adoption in die (eidgenössische) Mutterschaftsversicherung wäre administrativ, vor allem aber finanziell zu schwergewichtig und auch unangebracht. Da es auf Bundesebene keine Mutterschaftsversicherung für Adoptionen gibt, müsste man die wirtschaftliche Lage in jedem einzelnen Fall prüfen; die öffentliche Hand wäre gezwungen, insgesamt viel grössere Summen zu bezahlen, nämlich maximal 19 208 Franken analog zur eidgenössischen Versicherung statt 3673 Franken im Verhältnis zur vollen AHV-Mindestrente (monatlich 1140 Franken).

Auch eine Gleichstellung mit den Mutterschaftsbeiträgen im Bedarfsfall wäre nicht angebracht, denn vor jeder Adoption erfolgt eine Abklärung durch das Jugendamt. Die Bewilligung zur Aufnahme eines Kindes zur Adoption wird in der Regel nur erteilt, wenn die künftigen Eltern in gesicherten wirtschaftlichen Verhältnissen leben. Die Voraussetzungen für den Erhalt eines Mutterschaftsbeitrags im Bedarfsfall würden somit praktisch nie erfüllt sein.

Art. 12 Anspruchsberechtigte

Wie schon bei Art. 3 wurde auch hier die nachfolgende Klammer eingeführt: «(Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle)».

Art. 13 Voraussetzungen

Um einen Adoptionsbeitrag beziehen zu können, setzt die KV voraus, dass das adoptierte Kind nicht dasjenige des Ehegatten ist und dass das Alter oder die Situation des Kindes dies rechtfertigen. Artikel 13 konkretisiert diese Anforderungen. Nach Entwurf muss das Kind unter acht Jahre alt sein. Das Kind kann älter sein, wenn besondere erzieherische Massnahmen erforderlich sind, eine Anforderung, die namentlich dann erfüllt ist, wenn es sich um ein Kind mit Behinderungen handelt.

Mit der Variante nach Bst. c wird versucht, dem wirtschaftlichen Aspekt der Beiträge Rechnung zu tragen. Daher wird vorgeschlagen, den Beitrag nur dann zu entrichten, wenn die Adoptivmutter nicht mehr als 1140 Franken pro Monat verdient. Infolge einer Untersuchung der neusten Fälle durch das Jugendamt ist indes festzustellen, dass die erwerbstätigen Adoptivmütter mehrheitlich einen höheren Verdienst haben. Mit Aufnahme des Buchstabens c würde der Adoptionsbeitrag somit nur an einen Drittel der Adoptivmütter ausbezahlt werden.

Das im Entwurf vorgesehene Höchstalter von acht Jahren ist sinnvoll und erfüllt den Willen des Verfassungsrates. Ein guter Kompromiss, wenn man bedenkt, dass bei der Vernehmlassung sowohl der Wunsch nach einer Herabsetzung als auch nach einer Erhöhung des Höchstalters geäussert wurde.

Art. 14 Höhe des Beitrags

Wie beim ergänzenden Mutterschaftsbeitrag (Art. 4) muss auch der Adoptionsbeitrag durch den Staatsrat fes-

gelegt werden und anfänglich dem Mindestbetrag einer vollen AHV-Rente entsprechen.

Art. 15 Beginn des Anspruchs

Der Entwurf schlägt vor, dass der Beitragsanspruch am Tag der Aufnahme des Kindes im Hinblick auf seine Adoption entsteht und nicht erst dann, wenn die Adoption ausgesprochen wird. Im Adoptionsverfahren gibt es nämlich in der Regel stets einen Erstscheid über die Aufnahme des Kindes im Hinblick auf seine Adoption. Der formelle Adoptionsentscheid wird erst nach Ablauf einer bestimmten Zeit gefällt.

Der Mutterschaftsbeitrag will unter anderem auch dazu beitragen, dass eine Mutter die ersten Wochen mit dem Kind zusammen sein kann, ohne sich dabei um wirtschaftliche Fragen kümmern zu müssen. Will man die Adoption der Geburt gleichstellen, wie die Verfassung dies verlangt, so muss der Zeitpunkt der Aufnahme berücksichtigt werden und nicht derjenige der formellen Adoptionsverfügung (die mehrere Monate oder Jahre später folgen kann).

Art. 16 Erlöschen des Anspruchs

Wie beim ergänzenden Mutterschaftsbeitrag und bei der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung erlischt der Anspruch auf den Adoptionsbeitrag am 98. Tag seit Beginn seiner Gewährung. Es ist aber noch eine weitere Möglichkeit vorzusehen, um dem Fall der Adoption und insbesondere der Aufnahme im Hinblick auf eine Adoption Rechnung zu tragen. Es könnte nach ein paar Tagen dazu kommen, dass das Kind nicht in der Familie bleiben kann, von der es adoptiert werden sollte, und ihr das elterliche Sorgerecht entzogen wird. Solche Situationen sind allerdings äusserst selten.

5. Verfahren, Organisation und Finanzierung

Art. 17 Geltendmachung des Anspruchs

Art. 18 Auskunftspflicht

Art. 19 Auszahlung des Beitrages

Art. 20 Gewährleistung einer bestimmungsgemässen Verwendung

Art. 21 Verjährung

Diese Bestimmungen sind mit einigen redaktionellen Anpassungen wörtlich aus dem heutigen Gesetz übernommen worden und verlangen keine besonderen Bemerkungen. Einziger Hinweis: Die «andere Person» oder die «Behörde», der die Beiträge ausbezahlt werden können (Art. 19 Entwurf), waren bisher der Vormund, das Friedensgericht und die regionalen Sozialdienste. Diese Praxis wurde im Entwurf übernommen.

Die Verjährungsfrist (Art. 21) von sechs Monaten mag kurz erscheinen; es sollte jedoch nicht vergessen werden, dass der Zweck der Verfassung darin besteht, jeder Frau Anspruch auf Leistungen zu geben, die ihre materielle Sicherheit vor und nach der Geburt gewährleisten. Ein Entrichten der Beiträge mehrere Jahre nach dem Ereignis würde dieser Logik zuwiderlaufen.

Art. 22 Ausführungsorgan, Zuständigkeiten, Vergütung der Kosten

Art. 23 Auskunftspflicht, Schweigepflicht

Diese Bestimmungen sind mit einigen redaktionellen Anpassungen wörtlich aus dem heutigen Gesetz übernommen worden und verlangen keine besonderen Bemerkungen.

Art. 24 Finanzielle Deckung

Die Verfassung legt nicht fest, welches öffentliche Gebäude die Mutterschaftsbeiträge finanzieren muss. Geht man vom ersten Satz des Artikels 33 aus, der als Zweck die materielle Sicherheit der Mütter nennt, scheint es logisch, die gleichen Grundsätze wie diejenigen anzuwenden, die in der Sozialhilfegesetzgebung für die materielle Hilfe gelten. Nach dem Vorbild von Artikel 32 des Sozialhilfegesetzes (SGF 831.0.1) wird vorgeschlagen, die Finanzlast aus diesem Gesetz je zur Hälfte unter dem Staat und den Gemeinden aufzuteilen. Trotz dem Resultat der Vernehmlassung hält der Staatsrat an dieser Logik fest.

6. Gemeinsame Bestimmungen und Strafbestimmungen

Art. 25 Rückerstattung unrechtmässig bezogener Leistungen

Diese Bestimmung wurde wortwörtlich aus dem geltenden Gesetz übernommen und veranlasst zu keinen besonderen Bemerkungen.

Art. 26 Strafbestimmungen

Um zu vermeiden, dass krasse Missbrauchsfälle nicht strafrechtlich geahndet werden können, enthalten die verschiedenen Gesetze im Sozialbereich gleichartige Bestimmungen (s. z. B. Art. 37a des Sozialhilfegesetzes).

7. Rechtsmittel

Art. 27

Diese Bestimmung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

8. Schlussbestimmungen

Art. 28 Aufhebung des bisherigen Rechtes

Art. 29 Inkrafttreten

Der Staatsrat sieht ein Inkrafttreten auf den 1. Januar 2011 vor.

9. WEITERE AUSWIRKUNGEN

Der Gesetzesentwurf ändert nichts an der Verteilung der Zuständigkeiten zwischen Staat und Gemeinden.

Er entspricht der Kantonsverfassung, dem Bundesrecht und dem europäischen Recht.

Nach Artikel 45 Bst. b KV unterliegen Erlasse des Grossen Rates, die eine neue Nettoausgabe zur Folge haben, die 1% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung übersteigt, obligatorisch

der Volksabstimmung. Nach Artikel 46 Bst. b KV können 6000 Stimmberechtigte eine Volksabstimmung über Erlasse des Grossen Rates verlangen, die eine neue Nettoausgabe zur Folge haben, die $\frac{1}{4}\%$ der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung (7 937 302.24 Franken) übersteigt.

Die neuen Ausgaben werden auf 4 415 000 Franken jährlich geschätzt, was für den Staat den Betrag von 2 207 500 Franken ausmachen würde. Gemäss Art. 25 Abs. 2 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG), beläuft sich der massgebliche Betrag auf 11 037 500 Franken (= 5 x 2 207 500 Franken). Dieser Betrag übersteigt einzig den in Art. 46 Bst. b KV vorgesehenen Höchstbetrag (7 937 302.24 Franken).

Der Entwurf unterliegt somit dem Gesetzesreferendum und dem fakultativen Finanzreferendum, jedoch nicht dem obligatorischen Finanzreferendum.

Weil es sich nicht um Leistungen der Sozialversicherungen handelt, sondern um Leistungen, die von der öffentlichen Hand finanziert werden, sind diese nicht exportierbar.

10. SCHLUSSFOLGERUNG

Abschliessend lädt der Staatsrat dazu ein, den Gesetzesentwurf anzunehmen.

Loi

du

sur les allocations de maternité (LAMat)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 33 et 148 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 17 mai 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

1. Disposition générale

Art. 1

Il est institué un régime d'allocations ayant pour but de garantir la sécurité matérielle lors de l'accouchement ou de l'adoption. Les allocations versées sont les suivantes:

- a) une allocation de maternité complémentaire à l'assurance de maternité fédérale en cas de naissance;
- b) une allocation de maternité en cas de besoin;
- c) une allocation d'adoption.

2. Allocation de maternité complémentaire

Art. 2 Principes

¹ L'allocation de maternité est une prestation en espèces, octroyée pour une période limitée de nonante-huit jours dès la naissance de l'enfant. Une naissance multiple ne donne droit qu'à une seule allocation.

Gesetz

vom

über die Mutterschaftsbeiträge (MBG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 33 und 148 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 17. Mai 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. Allgemeine Bestimmung

Art. 1

Es wird ein Beitragssystem geschaffen mit dem Zweck, die materielle Sicherheit bei der Geburt oder Adoption eines Kindes zu gewährleisten. Folgende Beiträge werden ausgerichtet:

- a) ein ergänzender Mutterschaftsbeitrag zur eidgenössischen Mutterschaftsversicherung;
- b) ein Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall;
- c) ein Adoptionsbeitrag.

2. Ergänzender Mutterschaftsbeitrag

Art. 2 Grundsätze

¹ Der ergänzende Mutterschaftsbeitrag ist eine Geldleistung, die während 98 Tagen nach der Geburt des Kindes ausgerichtet wird. Bei einer Mehrlingsgeburt wird nur ein Beitrag ausgerichtet.

² Cette allocation est incessible, insaisissable et soustraite à toute exécution forcée, sous réserve de l'article 20.

Art. 3 Ayants droit

¹ L'allocation de maternité complémentaire est destinée aux femmes domiciliées et résidant dans le canton depuis une année au moins (date de l'annonce au contrôle des habitants) lors de la naissance de leur enfant. Ont droit à l'allocation de maternité complémentaire:

- a) les femmes qui ne bénéficient pas de prestations de l'assurance de maternité fédérale ou d'autres assurances sociales;
- b) les femmes qui bénéficient de prestations de l'assurance de maternité fédérale ou d'autres assurances sociales dont le montant est inférieur à celui qui est prévu à l'article 4.

² Les femmes dans une situation économique modeste ont uniquement droit à l'allocation de maternité en cas de besoin aux conditions prévues aux articles 6 à 10.

Art. 4 Montant

¹ Le montant de l'allocation de maternité complémentaire est fixé par le Conseil d'Etat.

² Les femmes qui bénéficient de prestations de l'assurance de maternité fédérale ou d'autres assurances sociales dont le montant est inférieur à celui qui est prévu à l'alinéa 1 ci-dessus reçoivent la différence.

Art. 5 Extinction du droit

Le droit à l'allocation de maternité complémentaire s'éteint le nonante-huitième jour à partir du jour où il a été octroyé. Il prend fin avant ce terme lorsque la mère déménage dans un autre canton ou lorsque les prestations de l'assurance de maternité fédérale deviennent entre-temps supérieures au montant prévu à l'article 4.

3. Allocation de maternité en cas de besoin

Art. 6 Principes

¹ L'allocation de maternité en cas de besoin est une prestation accordée pendant une durée maximale d'une année.

² L'allocation est incessible, insaisissable et soustraite à toute exécution forcée, sous réserve de l'article 20.

² Der Beitrag ist unabtretbar, unpfändbar und der Zwangsvollstreckung entzogen. Der Artikel 20 bleibt vorbehalten.

Art. 3 Anspruchsberechtigte

¹ Frauen, die bei der Geburt ihres Kindes seit mindestens einem Jahr ihren Wohnsitz im Kanton haben und sich hier aufhalten (Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle), haben Anspruch auf einen ergänzenden Mutterschaftsbeitrag, wenn sie:

- a) keine Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung oder anderer Sozialversicherungen erhalten;
- b) von der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung oder anderen Sozialversicherungen Leistungen erhalten, die unter dem Betrag nach Artikel 4 liegen.

² Frauen in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen haben nur Anspruch auf einen Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall nach den Artikeln 6–10.

Art. 4 Höhe des Beitrags

¹ Die Höhe des ergänzenden Mutterschaftsbeitrags wird durch den Staatsrat festgelegt.

² Frauen, die Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung oder anderer Sozialversicherungen beziehen, die unter dem Betrag nach Absatz 1 liegen, erhalten die Differenz.

Art. 5 Erlöschen des Anspruchs

Der Anspruch auf den ergänzenden Mutterschaftsbeitrag erlischt am 98. Tag nach dem Tag seiner Gewährung. Er endet vorher, wenn die Mutter in einen anderen Kanton umzieht oder wenn die Leistungen der eidgenössischen Mutterschaftsversicherung den Betrag nach Artikel 4 überschreiten.

3. Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall

Art. 6 Grundsätze

¹ Der Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall wird während höchstens einem Jahr ausgerichtet.

² Der Beitrag ist unabtretbar, unpfändbar und der Zwangsvollstreckung entzogen. Der Artikel 20 bleibt vorbehalten.

Art. 7 Ayants droit

L'allocation de maternité en cas de besoin est destinée aux femmes dans une situation économiquement modeste qui sont domiciliées et qui résident dans le canton depuis une année au moins lors de la naissance de leur enfant (date de l'annonce au contrôle des habitants). Ont droit à l'allocation de maternité en cas de besoin les femmes dont le revenu et la fortune déterminants – personnels et familiaux – n'atteignent pas les limites applicables.

Art. 8 Calcul du revenu et de la fortune déterminants et limites applicables

Les modalités de calcul du revenu et de la fortune pour la détermination d'une situation économiquement modeste ainsi que les limites applicables sont fixées dans le règlement d'exécution.

Art. 9 Montant

¹ Le montant de l'allocation de maternité en cas de besoin correspond à la différence entre la limite de revenu applicable et le revenu déterminant.

² Le règlement d'exécution fixe un montant minimal et un montant maximal.

Art. 10 Durée du droit

¹ Le droit à l'allocation de maternité en cas de besoin naît le premier jour du mois au cours duquel les conditions économiques sont remplies, mais au plus tôt le premier jour du mois de la naissance de l'enfant.

² Il s'éteint à la fin du mois dans lequel les conditions économiques ne sont plus remplies, mais au plus tard à la fin du onzième mois qui suit celui de la naissance de l'enfant.

³ En cas de décès de l'enfant avant le terme de la durée maximale de prestations de douze mois, l'allocation est versée à l'ayant droit jusqu'à la fin du mois au cours duquel cet événement est survenu. Lorsque la mère décède, l'allocation est versée également jusqu'à la fin du mois en faveur de l'enfant.

⁴ Lorsque l'ayant droit élit domicile dans un autre canton ou à l'étranger, le droit à l'allocation s'éteint à la fin du mois durant lequel le changement de domicile a eu lieu.

Art. 7 Anspruchsberechtigte

Anspruch auf einen Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall haben Frauen, die bei der Geburt ihres Kindes seit mindestens einem Jahr ihren Wohnsitz im Kanton haben und sich hier aufhalten (Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle), wenn sie in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen leben, d.h. wenn ihr massgebendes Einkommen und Vermögen – sowohl das eigene als auch das der Familie – unter den anwendbaren Grenzen liegt.

Art. 8 Berechnung des massgebenden Einkommens und Vermögens und der anwendbaren Grenzen

Die Berechnung des Einkommens und Vermögens zur Bestimmung von wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen und die anwendbaren Grenzen werden im Ausführungsreglement geregelt.

Art. 9 Höhe des Beitrags

¹ Die Höhe des Mutterschaftsbeitrags im Bedarfsfall entspricht der Differenz zwischen der anwendbaren Einkommensgrenze und dem massgebenden Einkommen.

² Das Ausführungsreglement setzt einen Mindest- und einen Höchstbetrag fest.

Art. 10 Dauer des Anspruchs

¹ Der Anspruch auf den Mutterschaftsbeitrag im Bedarfsfall entsteht am ersten Tag des Monats, in dem die wirtschaftlichen Voraussetzungen erfüllt sind, frühestens jedoch am ersten Tag des Geburtsmonats des Kindes.

² Er erlischt am Ende des Monats, in dem die wirtschaftlichen Voraussetzungen nicht mehr erfüllt sind, spätestens aber am Ende des elften Monats nach dem Geburtsmonat des Kindes.

³ Stirbt das Kind vor Ablauf der maximalen Beitragsdauer von zwölf Monaten, so erhält die anspruchsberechtigte Person den Beitrag bis zum Ende des Monats, in dem das Kind gestorben ist. Stirbt die Mutter, so wird der Beitrag ebenfalls bis zum Ende des Monats zugunsten des Kindes ausgerichtet.

⁴ Nimmt die anspruchsberechtigte Person in einem anderen Kanton oder im Ausland Wohnsitz, so erlischt der Beitragsanspruch am Ende des Monats des Wohnsitzwechsels.

4. Allocation d'adoption

Art. 11 Principes

¹ L'allocation d'adoption est une prestation en espèces, octroyée pour une période limitée de nonante-huit jours. En cas d'adoption conjointe ou d'adoption simultanée de plusieurs enfants, la mère adoptive ne peut prétendre qu'une seule fois à l'allocation.

² Cette allocation est incessible, insaisissable et soustraite à toute exécution forcée, sous réserve de l'article 20.

Art. 12 Ayants droit

L'allocation d'adoption est destinée aux mères adoptives domiciliées et résidant dans le canton depuis une année au moins lors de l'accueil de l'enfant en vue d'adoption (date de l'annonce au contrôle des habitants).

Art. 13 Conditions

En cas d'adoption d'un enfant, l'allocation est accordée aux mères adoptives si, à la date de l'accueil:

- a) l'enfant a moins de 8 ans révolus ou nécessite des mesures éducatives particulières;
- b) l'enfant n'est pas celui du conjoint;
- c) la mère qui demande l'allocation n'a ni activité lucrative ni revenu ou exerce une activité dont le revenu est inférieur au montant prévu à l'article 14.

Art. 14 Montant

¹ Le montant de l'allocation d'adoption est fixé par le Conseil d'Etat.

² Dans le cas de l'article 13 let. c, l'allocation correspond à la différence entre les deux montants.

Art. 15 Début du droit

Le droit à l'allocation naît le jour de l'accueil de l'enfant en vue de son adoption.

4. Adoptionsbeitrag

Art. 11 Grundsätze

¹ Der Adoptionsbeitrag ist eine Geldleistung, die während 98 Tagen ausgerichtet wird. Wird ein Kind gemeinschaftlich adoptiert oder werden mehrere Kinder gleichzeitig adoptiert, so kann die Adoptivmutter den Anspruch auf den Beitrag nur einmal geltend machen.

² Der Beitrag ist unabtretbar, unpfändbar und der Zwangsvollstreckung entzogen. Der Artikel 20 bleibt vorbehalten.

Art. 12 Anspruchsberechtigte

Anspruch auf einen Adoptionsbeitrag haben Adoptivmütter, die bei der Aufnahme des Kindes zur Adoption seit mindestens einem Jahr ihren Wohnsitz im Kanton haben und sich hier aufhalten (Datum der Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle).

Art. 13 Voraussetzungen

Bei der Adoption eines Kindes wird der Beitrag Adoptivmüttern gewährt, wenn zum Zeitpunkt der Aufnahme des Kindes die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

- a) das Kind ist unter 8 Jahre alt oder es bedarf besonderer erzieherischer Massnahmen;
- b) das Kind ist nicht dasjenige des Ehegatten;
- c) die Mutter, die den Beitrag beantragt, ist nicht erwerbstätig bzw. hat kein Einkommen, oder ihr Erwerbseinkommen liegt unter dem Betrag nach Artikel 14.

Art. 14 Höhe des Beitrags

¹ Die Höhe des Adoptionsbeitrags wird durch den Staatsrat festgelegt.

² Im Falle von Artikel 13 Bst. c entspricht der Beitrag der Differenz zwischen dem Erwerbseinkommen und einer vollen AHV-Rente.

Art. 15 Beginn des Anspruchs

Der Beitragsanspruch entsteht am Tag der Aufnahme des Kindes zur Adoption.

Art. 16 Extinction du droit

Le droit à l'allocation s'éteint le nonante-huitième jour à partir du jour où il a été octroyé. Il prend fin avant ce terme lorsque la garde est retirée à la bénéficiaire ou lorsque cette dernière exerce une activité lucrative lui permettant de réaliser un revenu supérieur à celui qui est prévu à l'article 14.

5. Procédure, organisation et financement

Art. 17 Exercice du droit

¹ Peuvent exercer le droit aux allocations de maternité et d'adoption l'ayant droit ou son représentant légal, son conjoint ainsi que le tiers ou l'autorité désignés à l'article 20.

² Pour faire valoir ce droit, la personne doit remettre à l'organe d'application désigné à l'article 22 une formule de demande dûment remplie.

Art. 18 Obligation de renseigner

¹ Les personnes habilitées à exercer le droit doivent fournir à l'organe d'application tous les renseignements et pièces justificatives nécessaires à l'examen de la demande. Le règlement d'exécution fixe la procédure.

² Elles sont tenues de communiquer immédiatement à cet organe toute modification de nature à influencer le droit aux prestations.

Art. 19 Versement de l'allocation

Les allocations de maternité et d'adoption sont versées, en général, à l'ayant droit à la fin de chaque mois.

Art. 20 Garantie d'un emploi de l'allocation conforme à son but

Sur demande motivée, notamment du tuteur, de la justice de paix ou d'un service social régional, les allocations peuvent être payées à une autre personne ou à une autorité, si l'ayant droit ne l'utilise pas ou risque de ne pas l'utiliser pour son entretien et celui des autres personnes avec lesquelles il vit.

Art. 21 Prescription

Le droit de demander le paiement des allocations de maternité et d'adoption se prescrit par six mois à compter de la fin du mois pour lequel elles étaient dues.

Art. 16 Erlöschen des Anspruchs

Der Anspruch auf den Beitrag erlischt 98 Tage nach seiner Gewährung. Er endet vorher, wenn der begünstigten Person das Sorgerecht entzogen wird oder sie ein höheres Erwerbseinkommen erzielt als in Artikel 14 vorgesehen.

5. Verfahren, Organisation und Finanzierung

Art. 17 Geltendmachen des Anspruchs

¹ Der Anspruch auf die Mutterschafts- und Adoptionsbeiträge kann von der anspruchsberechtigten Person oder ihrer gesetzlichen Vertretung, ihrem Ehegatten sowie von der Drittperson oder Behörde nach Artikel 20 geltend gemacht werden.

² Um den Anspruch geltend zu machen, muss die gesuchstellende Person dem Vollzugsorgan nach Artikel 22 ein vollständig ausgefülltes Antragsformular zustellen.

Art. 18 Auskunftspflicht

¹ Personen, die den Anspruch geltend machen können, müssen dem Ausführungsorgan alle Auskünfte und Belege geben, die für die Prüfung des Gesuchs notwendig sind. Das Verfahren wird im Ausführungsreglement geregelt.

² Sie müssen diesem Organ jegliche Änderung, die den Anspruch auf die Leistungen beeinflussen könnte, unverzüglich mitteilen.

Art. 19 Auszahlung des Beitrages

Die Mutterschafts- und Adoptionsbeiträge werden der anspruchsberechtigten Person in der Regel am Ende des Monats ausbezahlt.

Art. 20 Gewährleisten einer bestimmungsgemässen Verwendung

Auf begründetes Gesuch namentlich des Vormunds, des Friedensgerichts oder eines regionalen Sozialdienstes hin, kann der Beitrag einer anderen Person oder einer Behörde ausbezahlt werden, wenn die anspruchsberechtigte Person ihn nicht oder voraussichtlich nicht für ihren eigenen Unterhalt oder den Unterhalt der mit ihr zusammenlebenden Personen verwendet.

Art. 21 Verjährung

Der Anspruch auf die Auszahlung von Mutterschafts- und Adoptionsbeiträgen verjährt sechs Monate nach Ablauf des Monats, für den sie geschuldet waren.

Art. 22 Organe d'application, compétences, remboursement des frais

¹ L'application du régime des allocations de maternité et d'adoption est confiée à la Caisse cantonale de compensation AVS.

² Celle-ci examine les demandes, rend et notifie les décisions, effectue les paiements et réclame le remboursement des prestations indûment perçues.

³ L'Etat lui rembourse les dépenses occasionnées par l'accomplissement de ces tâches.

Art. 23 Devoir de renseigner, obligation de garder le secret

¹ Les autorités administratives et judiciaires fournissent gratuitement les informations et les documents nécessaires à l'application de la présente loi.

² Les personnes chargées de l'application de la présente loi sont tenues de garder à l'égard des tiers le secret sur leurs constatations et observations.

Art. 24 Couverture financière

¹ Le financement des allocations de maternité et d'adoption versées et des frais occasionnés à la Caisse cantonale de compensation AVS par l'application de la présente loi est assuré à raison de 50% par l'Etat et 50% par l'ensemble des communes.

² La répartition entre les communes s'opère au prorata de leur population dite légale, sur la base des derniers chiffres arrêtés par le Conseil d'Etat.

6. Dispositions communes et pénales

Art. 25 Restitution des prestations indûment perçues

¹ Les prestations indûment perçues doivent être restituées par le bénéficiaire ou ses héritiers.

² Le droit de demander la restitution expire une année après que l'organe d'application a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le paiement des prestations. Si le droit de demander la restitution naît d'un acte punissable pour lequel la loi pénale prévoit un délai de prescription plus long, ce délai est alors déterminant.

³ La restitution peut ne pas être demandée, lorsqu'elle entraînerait des conséquences financières difficiles pour l'ayant droit et que celui-ci était de bonne foi.

Art. 22 Ausführungsorgan, Zuständigkeiten, Vergütung der Kosten

¹ Die Bestimmungen über die Mutterschafts- und Adoptionsbeiträge werden von der kantonalen AHV-Ausgleichskasse vollzogen.

² Diese prüft die Gesuche, fällt und übermittelt die Entscheide, tätigt die Auszahlungen und fordert unrechtmässig bezogene Beiträge zurück.

³ Die Kosten, die durch den Vollzug dieser Aufgaben entstehen, werden vom Staat vergütet.

Art. 23 Auskunftspflicht, Schweigepflicht

¹ Die zum Vollzug dieses Gesetzes nötigen Angaben und Dokumente werden von den Verwaltungs- und Justizbehörden kostenlos zur Verfügung gestellt.

² Die mit der Ausführung dieses Gesetzes betrauten Personen sind verpflichtet, über ihre Erkenntnisse und Beobachtungen gegenüber Dritten Stillschweigen zu bewahren.

Art. 24 Finanzielle Deckung

¹ Die ausbezahlten Mutterschafts- und Adoptionsbeiträge sowie die Kosten, die für die kantonale AHV-Ausgleichskasse durch die Ausführung dieses Gesetzes entstehen, werden zu 50% vom Staat und zu 50% von der Gesamtheit der Gemeinden übernommen.

² Die Aufteilung unter den Gemeinden erfolgt im Verhältnis zu ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl, die aufgrund der letzten vom Staatsrat erlassenen Zahlen bestimmt wird.

6. Gemeinsame Bestimmungen und Strafbestimmungen

Art. 25 Rückerstattung unrechtmässig bezogener Leistungen

¹ Unrechtmässig bezogene Leistungen müssen von der begünstigten Person oder ihren Erben rückerstattet werden.

² Der Anspruch auf Rückerstattung erlischt ein Jahr nachdem das Ausführungsorgan Kenntnis vom Tatbestand erlangt hat, spätestens aber fünf Jahre nach Auszahlung der Leistungen. Entsteht der Anspruch auf Rückerstattung aus einer strafbaren Handlung, für die das Strafrecht eine längere Verjährungsfrist festsetzt, so ist diese Frist massgebend.

³ Eine Rückerstattung kann nicht verlangt werden, wenn sie schwerwiegende finanzielle Folgen für die begünstigte Person hätte und diese gutgläubig war.

Art. 26 Dispositions pénales

¹ Est passible d'amende celui ou celle qui contrevient aux dispositions de la présente loi.

² La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément au code de procédure pénale.

7. Voies de droit

Art. 27

¹ Les décisions de la Caisse cantonale de compensation AVS sont sujettes à opposition auprès de celle-ci, dans les trente jours dès leur communication. L'opposition est écrite; elle est brièvement motivée et contient des conclusions. L'opposition peut aussi être consignée dans un procès-verbal que la réclamante doit signer, lors d'un entretien personnel.

² Les décisions sur réclamation sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

8. Dispositions finales

Art. 28 Abrogation

La loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité (RSF 836.3) est abrogée.

Art. 29 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

Art. 26 Strafbestimmungen

¹ Wer gegen die Bestimmungen dieses Gesetzes verstösst, wird mit Busse bestraft.

² Verstösse werden nach Massgabe der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt.

7. Rechtsmittel

Art. 27

¹ Gegen die Entscheide der kantonalen AHV-Ausgleichskasse kann innerhalb von 30 Tagen seit Mitteilung Einsprache erhoben werden. Die Einsprache muss schriftlich eingereicht werden; sie muss kurz begründet werden und Rechtsbehelfen enthalten. Die Einsprache kann auch im Protokoll eines persönlichen Gesprächs, das von der einsprechenden Person unterzeichnet werden muss, festgehalten werden.

² Die Einspracheentscheide können mit Beschwerde beim Kantonsgericht angefochten werden.

8. Schlussbestimmungen

Art. 28 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge (SGF 836.3) wird aufgehoben.

Art. 29 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht zudem dem fakultativen Finanzreferendum.